

Apprentissage : la consultation tourne au fiasco



Dans le cadre de la réforme de l'apprentissage souhaitée par le Président de la République, le gouvernement a lancé fin 2017 une « concertation » multi-partite, chargeant Sylvie Brunet, présidente de la section « travail et emploi » du CESE de la réaliser jusqu'à la fin du mois de janvier. Menée jusqu'alors dans des conditions difficiles, ladite concertation vient de tourner définitivement au fiasco.

Avec Mickaël
Ciccotelli

La semaine dernière, nous faisons état de la décision des représentants des régions de ne plus participer à la concertation promue par l'exécutif, la qualifiant de « pseudo-concertation » et estimant qu'elle ne servait qu'à faire passer la pilule de la privatisation de la politique de l'apprentissage – en l'occurrence, par son transfert des régions aux branches professionnelles. Préférant échanger directement avec le gouvernement, les représentants des régions ont rencontré le Premier ministre lundi dernier. Rencontre utile pour eux, puisque, d'après la Croix, ils auraient obtenu un rôle central des régions dans l'orientation des jeunes, ainsi qu'un « droit de veto » sur l'ouverture des centres de formation des apprentis (CFA) – ouverture dont l'initiative reviendrait néanmoins aux branches.

... au grand dam du patronat

A l'évidence, Pierre Gattaz n'a pas du tout apprécié la concession faite aux régions par le gouvernement. Il a d'abord rappelé que, de son point de vue, « Il n'y a pas un système d'apprentissage performant dans le monde dans lequel les entreprises ne soient pas au cœur du dispositif ». Partant de là, il a estimé qu'il était contre-productif de maintenir les régions dans la boucle : « Il faut un seul pilote dans l'avion. Quand il y en a plusieurs, cela ne marche pas. Il faut répondre aux besoins des entreprises, sans considérations sur l'aménagement du territoire ou autre bouclage financier, qui polluent la démarche ». Englué dans les développements complexes liés à sa succession, le président du Medef n'en a toutefois pas perdu, à l'évidence, son goût pour les échanges verbaux rugueux.

Le fiasco de la concertation

Dans ce contexte pour le moins tendu, la concertation initiée par l'exécutif n'avait plus grand sens. Plus grand monde n'y croyait en tout cas. Sylvie Brunet et le CESE n'étant plus à cela près, la réunion de synthèse des travaux de concertation qui devait se tenir aujourd'hui même a purement et simplement été annulée – rappelons que cette réunion avait été organisée en remplacement des deux réunions des 11 et 18 janvier, à l'origine prévues pour être des réunions de travail mais qui avaient elles aussi été annulées. Il est vrai que la question de la pertinence d'une telle réunion de synthèse était clairement posée, dans la mesure où il n'y avait pas grand chose à synthétiser d'une part et où les participants ne semblent pas vouloir sortir d'un état d'esprit plus « thèse » et « antithèse » que « synthèse » d'autre part.

La parole est ainsi, désormais, à l'Etat.